



LE SOUTIEN DE L'UNION EUROPÉENNE À L'UKRAINE

Mesures de la Commission européenne durant le mandat 2019-2024



134 Mds €

d'aide totale à l'Ukraine (humanitaire, budgétaire, militaire, financière et accueil des réfugiés) par l'UE et ses États membres



La Commission a recommandé aux États membres d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Ukraine



5,9 Millions

de réfugiés ukrainiens accueillis par les États membres depuis le début de la guerre

Élargissement de l'UE

- ✓ En décembre 2023, suite à la recommandation de la Commission européenne, les États membres ont décidé d'ouvrir les négociations pour l'adhésion de l'Ukraine à l'UE.
- ✓ L'adhésion à l'UE est et restera un processus fondé sur le mérite, qui dépend entièrement des progrès objectifs réalisés par chaque pays. Dans le cas de l'Ukraine, il reste à adopter certaines mesures clés en matière d'État de droit. La Commission fera rapport au Conseil, d'ici mars 2024, sur les progrès réalisés.

En France :

- La France a affirmé son soutien indéfectible au peuple ukrainien en coordonnant la réponse européenne dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 et en la complétant de nombreuses initiatives nationales.
- Près de 120 000 Ukrainiens sont réfugiés en France.
- La France compte par ailleurs parmi les plus gros pays contributeurs à l'aide militaire pour l'Ukraine (ex. 30 canons Caesar, co-leader de la coalition « artillerie pour l'Ukraine », soutient les capacités de défense aérienne de l'Ukraine, forme et équipe plusieurs bataillons avec notamment des dizaines de véhicules blindés et de chars légers, etc).
- La France et l'Ukraine ont développé également une coopération en matière d'armement.
- De plus, la France s'est prononcée en faveur de l'octroi du statut immédiat de candidat à l'UE à l'Ukraine - en aidant les pays candidats à mettre rapidement en œuvre les réformes nécessaires.
- Dans le même temps, la France estime qu'une réflexion sur l'impact de l'élargissement sur les politiques et institutions de l'Union européenne doit être menée pour, le cas échéant, ouvrir la voie à des réformes des traités.